

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Le Liban, plaque tournante du trafic d'armes et de matériels d'espionnage vers la Syrie

par *Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | 15 SEPTEMBRE 2012

ESPAÑOL



Le cargo Lutfallah-2

La tendance au Liban

Le Liban, plaque tournante du trafic d'armes et de matériels d'espionnage vers la Syrie

Par Ghaleb Kandil

Les procès-verbaux publiés par les médias libanais sur les enquêtes concernant le navire *Lutfallah-2*, l'avion qatari, et l'interrogatoire de l'officier de l'Armée libanaise arrêté pour trafic d'armes vers la Syrie, constituent autant de preuves sur l'implication de Libanais dans la guerre syrienne. L'entêtement de certains officiels à nier ces vérités ne paie plus.

Comme le dévoilent les procès-verbaux de l'enquête, *Lutfallah-2*, arraisonné par l'Armée libanaise en mars dernier, transportait

d'énormes quantité d'explosifs, d'armes lourdes et de munitions, embarqués en Libye et destinés, via le Liban, aux groupes armés. L'objectif était de les équiper en armes sophistiqués pour intensifier l'agression contre l'État syrien.

Le trajet emprunté par le navire, qui a fait escale en Égypte et en Turquie, permet de déduire, sans trop de peine, que ce convoi de la mort était organisé par les services de renseignement états–uniens. Ces derniers parrainent les groupes terroristes et acheminent armes et combattants jihadistes internationaux pour combattre la Syrie. Selon des informations concordantes, au moins deux autres navires ont précédé *Lutfallah-2* et ont déchargé leur cargaison dans le port de Tripoli. Cette affaire montre ce à quoi l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, veut destiner le chef–lieu du Liban–Nord. Il est désormais certain que le commandement du Courant du futur dans le Nord du Liban est impliqué dans les efforts visant à construire les réseaux, assurer les dépôts et créer la logistique nécessaire pour s'acquitter de la mission confiée à Hariri d'armer, rassembler et faire passer les terroristes en Syrie. Au début de l'année, un de ces dépôts avait explosé à l'intérieur de Tripoli, faisant des morts et des blessés et d'importants dégâts. L'affaire avait été étouffée et l'enquête n'a jamais abouti.

Plus récemment encore, les services de sécurité libanais ont saisi dans un avion de ligne qatari du matériel de communication et de brouillage sophistiqué. Cette cargaison répond aux priorités fixées ouvertement par les États–Unis, la France et d'autres pays occidentaux, de fournir aux terroristes ce type d'équipements pour les aider à espionner les communications de l'Armée arabe syrienne et de la Résistance libanaise, en implantant ces engins au Liban pour les relier au système d'espionnage électronique états–unien et européen, installé dans les navires de guerre de la Finul navale, qui croisent au large des côtes libanaises et syriennes. L'existence de ces navires et leur rôle dans le soutien au terroristes en Syrie avaient été dévoilés par les médias britanniques et allemands. Ces deux derniers jours, du matériel similaire a été saisi à l'aéroport de Beyrouth avec un voyageur égyptien et deux jeunes femmes syriennes. Cet équipement peut être relié aux satellites.

Ces cargaisons ne sont probablement pas les premières du genre. Depuis un an, les informations se succèdent sur le rôle de Saad

Hariri qui aurait demandé à Oger Télécoms de mettre au point un plan directeur pour un réseau de télécommunication crypté. Des techniciens des groupes terroristes syriens, liés à l'Otan et aux services de renseignements français, seraient venus au Liban pour réaliser ce projet. L'installation de ce réseau a été accélérée après la descente courageuse de l'ancien ministre des Télécoms, Charbel Nahas, dans le bâtiment d'Ogero près du Palais de justice de Beyrouth, qui a permis de dévoiler l'existence d'un troisième réseau de téléphonie mobile secret, qui était vraisemblablement mis à la disposition des groupes terroristes en Syrie. Là aussi, l'enquête a été étouffée.

L'affaire de l'arrestation du commandant Abdel Khalek confirme ce que les forces patriotiques libanaises affirmaient depuis le début de la crise syrienne. Arrêté en possession 50 000 dollars pour acheter des armes destinées aux terroristes syriens, Abdel Khalek n'est sûrement pas le seul officier libanais impliqué dans le trafic d'armes vers la Syrie. De nombreux responsables militaires de l'armée et des Forces de sécurité intérieure ont trempé dans des affaires de contrebande d'armes et de matériels militaires. Le vol d'un dépôt appartenant à l'armée, il y quatre mois, s'inscrit dans ce contexte. Toutes ces activités destinées à déstabiliser la Syrie sont financés par les pétromonarchies, notamment l'Arabie saoudite et le Qatar. Et lorsque des voix dénonçaient les tentatives d'impliquer le Liban dans le complot en cours en Syrie, les crieurs du 14-Mars s'indignaient, comme des vierges effarouchées. Alors qu'en réalité, leurs patrons locaux, régionaux et internationaux, sont responsables du sang syrien versé depuis un an et demi par des terroristes sans foi ni loi, qui n'ont qu'une seule mission : détruire la Syrie.

Déclarations et prises de positions

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Nous n'avons pas d'armes chimiques et nous ne pouvons les utiliser pour des raisons liées à la charia et pour des raisons humanitaires. En cas d'agression de l'ennemi contre le Liban, la Résistance ne se contentera pas de se défendre mais entrera en

Galilée. Une guerre israélienne contre l'Iran est peu probable. Mais des informations que je détiens de dirigeants iraniens, je peux dire que la riposte de Téhéran sera grande. L'Iran ne sera pas conciliant en cas de frappe contre ses installations nucléaires. Il pourrait même riposter en visant des bases états-uniennes dans la région. Durant la guerre de 2006, je suis resté dans la partie de Beyrouth que bombardait l'aviation israélienne, et j'avais même accordé un entretien au rédacteur en chef de la chaîne al-Mayadeen au sixième étage d'un immeuble. Je ne vis pas constamment dans les sous-sols (...) Dès la première semaine de la crise en Syrie, j'ai rencontré le président Bachar al-Assad qui m'a assuré qu'il était disposé à procéder à des changements et des réformes. L'opposition a cependant refusé. La guerre contre la Syrie ne vise pas à introduire des réformes mais à renverser le régime. Non pas le président Assad en tant que qu'individu, mais le choix politique qu'il représente. Il existe des cerveaux takfiristes manipulés par des services de renseignement et qui ciblent les sunnites et les chiites. Il ne faut pas donner une dimension confessionnelle à la crise syrienne car elle est politique avant tout. Le Hezbollah déploie de sérieux efforts pour éviter au Liban une discorde entre sunnite et chiite. Il faut développer un discours politique et non pas sectaire. »

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

« Au Liban, notre situation sécuritaire, politique et géographique nous place dans une position délicate à l'égard de ce qui se passe en Syrie. La réponse à cette menace est dans notre sentiment national et dans le renforcement de notre unité pour éviter l'importation chez nous de la crise syrienne. Nul ne doit croire qu'il peut en bénéficier et mettre son adversaire en difficulté. Nous sommes tous à bord d'un même navire qui, s'il prend l'eau, peut nous noyer tous. Nous avons réussi à rester à l'écart. J'espère que nous pourrions continuer à le faire mais pour cela, nous devons rester unis et agir main dans la main pour éviter toute turbulence ou désordre interne. Nous ne voulons pas être entraînés dans le conflit en Syrie, mais nous ne voulons pas non plus que des erreurs soient commises contre le Liban, ni que quelqu'un décide d'exporter la crise syrienne vers notre pays. En tant que Premier

ministre du Liban, ce qui m'importe c'est la stabilité de mon pays. Je souhaite en tout cas que la crise syrienne soit réglée au plus vite. Hélas, certains croient pouvoir en profiter pour s'en prendre à l'État. Mais celui-ci continuera à imposer son autorité et à déferer les contrevenants devant la justice. Il y a certes de petits incidents çà et là, mais je reste convaincu que toutes les parties et les confessions libanaises aspirent à la paix et refusent d'importer au Liban la crise syrienne. C'est un facteur rassurant à mes yeux. »

Béchara Raï, patriarche des chrétiens maronite

« Aux Occidentaux qui disent que les chrétiens soutiennent le régime syrien, je leur dis : les chrétiens sont avec l'État et non pas avec le régime. Il y a une grande différence. Ils se soucient de la stabilité de leur pays, pas du régime. En Irak, lorsque Saddam Hussein a été renversé, nous avons perdu un million de chrétiens. Pourquoi ? Pas parce que le régime est tombé, mais parce qu'il n'y avait plus d'autorité, il y a eu un vide. En Syrie, c'est la même chose. Les chrétiens ne sont pas attachés au régime, mais ils ont peur du pouvoir qui va venir après. On se pose tout le temps la question de l'avenir des chrétiens d'Orient. En temps de guerre, de crises économiques et d'insécurité, tout le monde souffre, chrétiens et musulmans. Malheureusement, quelquefois, ils sont l'objet d'attaques comme en Égypte et en Irak. En Syrie, les chrétiens ont subi le sort des autres. Quand il y a eu des bombardements à Homs et Alep, ils ont fui. Qui attaque les chrétiens ? Pas les musulmans modérés, qui représentent la majorité, mais les fondamentalistes qui les traitent d'infidèles. »

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre (allié de la Résistance libanaise)

« Contrôle-t-on les frontières de manière que personne ne s'infiltré et qu'il n'y ait pas de tirs en provenance du Liban contre le territoire syrien ? La question est en train de prendre une proportion dangereuse. Il a été question de rompre les relations et d'abroger des traités. Il ne faut pas répéter ce qui s'est produit avec les données téléphoniques. Nous voulons savoir en détail ce qui se déroule vraiment et officiellement aux frontières, de la part des ministères de la Défense, de l'Intérieur, du commandement de l'armée ou de la direction des FSI. C'est à partir de ces

informations que nous ferons ce qui se doit. Nous devons évidemment protéger nos citoyens s'ils sont agressés. Mais nous devons d'abord savoir si les bombardements en provenance du côté syrien s'inscrivent dans le cadre d'une action ou d'une réaction. Sinon, qu'ils rangent leur mémorandum et qu'ils le mettent je ne sais où ! Un cabinet neutre ? Pour quoi faire ? Pour se joindre à la guerre qui est menée contre la Syrie ? Pour mêler le Liban aux événements et importer le conflit ? Est-ce cela leur neutralité ? Ou bien l'objectif est-il pour eux de recommencer à voler le Trésor et de ramener la corruption ? Nous, au moins, nous avons mis fin au gaspillage. Je me réserve le droit de porter plainte contre l'État libanais pour avoir remis les données téléphoniques aux services de sécurité. Ceux qui l'ont fait ont commis une infraction avec la section des renseignements des FSI qui veut faire du commerce avec ces données. Elle possédait ces données jusqu'en 2008. Quel est donc le crime qu'elle a réussi à élucider ? Les juges doivent auparavant donner leur accord pour que les données soient livrées, sinon, il y aura un gros problème. Tout ce qui a été publié jusqu'à présent sur l'affaire Samaha n'est que l'opinion de certains journaux. Samaha a dit qu'il avait ramené les explosifs de Syrie, mais où sont les preuves ? Nous attendons les résultats de l'enquête. Nous voulons la vérité. Et si Samaha a vraiment fait cela, qu'il en assume la responsabilité. Tout le monde sait pour qui j'ai prié à Brad (près d'Alep). J'ai prié pour saint Maron. Mais lui (Samir Geagea, ndlr), sur la tombe de qui a-t-il prié lors de ses voyages en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats ? Lorsque vous vous adressez à nous (allusion à Samir Geagea, ndlr), n'évoquez pas votre passé dans le but de nous le faire endosser (...) Yaacoub Chamoun n'était pas sur la liste des détenus en Syrie que Damas avait présentée à la commission ministérielle formée à l'époque. Et la Syrie avait précisé qu'il n'y avait pas de détenus politiques dans ses geôles. De plus, Yaacoub Chamoun est syrien, syriaque, de Kamechli. Des sources bien informées nous ont dit qu'il s'était battu aux côtés des Kataëb et s'était entraîné durant quarante jours en Israël. Il n'est donc pas libanais, mais syrien, et n'était pas réclamé par les autorités libanaises. »

Omrane Zohbi, ministre syrien de l'Information

« Les déclarations de l'Arabie saoudite et du Qatar sur des craintes du débordement de la crise syrienne sur le Liban, ne sont qu'une comédie. S'ils veulent empêcher que la crise ne déborde, ils n'ont qu'à cesser d'armer et de financer les terroristes. La souveraineté syrienne ne peut souffrir d'aucune violation. Le gouvernement va combattre tous ceux qui essaient de violer les droits souverains de la Syrie. L'armée est en train de rétablir la stabilité à l'intérieur du pays afin d'ouvrir un dialogue politique. Les forces de l'opposition doivent juger la situation avec raison, en déposant les armes et en confiant l'avenir de la Syrie, par le vote, aux Syriens. Ceux qui s'opposent à toute intervention étrangère et soutiennent la solution politique ont le droit de s'exprimer librement dans la presse nationale syrienne. »

Evénements

- Le 14-Mars a dénoncé la décision de la Cour de cassation militaire de libérer sous caution les trois officiers arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la mort des cheikhs Ahmad Abdel Wahed et Mohammad Houssam Merheb. Dans un communiqué, le 14-Mars a estimé que cette décision visait à "semer des troubles à la veille de la venue au Liban du pape Benoit XVI". Les deux religieux sunnites ont été tués le 20 mai dernier dans le Akkar (Liban-Nord) à un barrage de l'armée. Leur mort des deux cheikhs avait provoqué de vives tensions et des affrontements, au Liban-Nord mais aussi à Beyrouth, où deux personnes avaient été tuées.

- Le département d'information du Hezbollah a dénoncé la décision des chaînes satellitaires arabes de cesser la diffusion des télévisions syriennes. « Cette décision est une tentative de réprimer la liberté de pensée et d'expression, et de faire taire la voix syrienne d'information, après la série d'agressions, d'enlèvements et de crimes contre les journalistes syriens », a-t-il souligné.

- Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a appelé mercredi l'Union européenne à inscrire le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. « J'estime qu'il y a un effort que l'Europe devrait faire pour promouvoir la sécurité et la paix, à savoir

déclarer que le Hezbollah, supplétif de l'Iran, est une organisation terroriste », a-t-il déclaré. L'UE avait rejeté au mois de juillet une demande du ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman de placer le Hezbollah sur la liste noire des organisations terroristes.

- Dans une interview diffusée par la télévision Russia Today, le président russe Vladimir Poutine a appelé les pays qui participent avec la Russie à la recherche d'une solution au conflit en Syrie à « modifier leur position ». Pourquoi la Russie seule devrait-elle réexaminer sa position ? Peut-être que nos partenaires dans le processus de négociation devraient eux aussi changer leur position », a estimé M. Poutine. Le président russe souligne que « les événements des dernières années montrent que toutes les initiatives de nos partenaires ne se sont pas terminées comme ils l'avaient souhaité », en prenant l'exemple de l'Afghanistan. « Les États-Unis puis leurs alliés sont entrés en Afghanistan. Maintenant tous ne pensent qu'à une seule chose : comment en partir. Et que se passe-t-il dans les pays arabes, en Égypte, en Libye, en Tunisie, au Yémen. L'ordre et le bien-être y règnent ? Et quelle est la situation en Irak ? », a poursuivi M. Poutine. Quant à la politique occidentale de soutien à l'opposition syrienne contre le régime de Damas, « alors il faut ouvrir les portes de Guantanamo, et envoyer tous les prisonniers en Syrie, qu'ils se battent, c'est exactement la même chose », a déclaré M. Poutine.

- Le site internet de la chaîne satellitaire arabe Al-Jazeera a été piraté. L'opération a été revendiquée, sur la Home Page piratée, par un groupe baptisé al-Rashedon. « En raison de vos positions anti-Syrie (peuple et gouvernement). En raison de votre soutien aux groupes terroristes armés et du fait que vous propagiez de fausses nouvelles, nous avons piraté votre site, voici notre réponse », peut-on lire sur le message posté sur la page d'accueil d'Al-Jazeera.

Revue de presse

As Safir (7 septembre 2012)

Le Hezbollah a salué la visite du pape Benoît XVI au Liban, prévue entre le 14 et le 16 septembre, à l'occasion d'un entretien entre le patriarche maronite Béchara Boutros Raï et une importante délégation du parti, conduite par le chef du bloc parlementaire de la Fidélité à la Résistance, le député Mohammad Raad. La visite de la délégation au siège patriarcal d'été de Dimane s'inscrit dans le cadre du dialogue permanent renoué entre l'Église maronite et le Hezbollah depuis l'élection de Béchara Raï. Le député Raad a assuré que « cette visite traduit l'échange permanent avec le patriarche Raï des points de vue sur les affaires concernant l'intérêt du Liban et des Libanais ». « Nous avons procédé à un tour d'horizon des questions régionales ainsi que des affaires internes politiques et vitales. Nos points de vue sont proches », a-t-il ajouté. « Le patriarche est attaché au retour au calme et au renforcement de la stabilité qui ne peuvent être instaurés que par le biais du dialogue entre les Libanais », a poursuivi le chef du bloc parlementaire du Hezbollah. La discussion était essentiellement axée sur la visite du pape Benoît XVI. « Les Libanais espèrent que cette visite inspirera la sécurité et la sérénité dans le pays », a conclu M. Raad.

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 7 septembre 2012)

Ali Darbaj

La Convention de Vienne et les lois nationales ne s'appliquent pas aux ambassadeurs au Liban. Les ingérences des ambassadeurs des États-Unis, de Grande Bretagne, de France, d'Espagne, d'Arabie saoudite et de Syrie dans les affaires politiques libanaises ne se comptent plus.

Il convient de se souvenir dans ce contexte des propos tenus par l'ancien ambassadeur de France au Liban, Denis Pietton, qui parlaient aux Libanais, aux grandes occasions, de l'importance de la souveraineté, de la liberté et de l'indépendance. Pietton a non seulement failli à ses obligations diplomatiques, il a même court-circuité les autorités législatives libanaises en évoquant la théorie de la séparation des pouvoirs et de la nécessité de respect des institutions. Au sujet de la reconduction du mandat du gouverneur de la Banque centrale, Riad Salamé, Pietton est allé jusqu'à dire le 16 juin 2012, que cela serait possible soit par décret soit par une

réunion ministérielle exceptionnelle, à condition de veiller sur la stabilité économique et

As Safir (7 septembre 2012)

Mohammad Ballout, Paris

À quelques heures de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Chypre, une source diplomatique française a laissé entendre que Paris étudiait la possibilité d'armer l'opposition en Syrie dans le but de protéger les zones « libérées » des bombardements aériens de l'armée syrienne, sans toutefois évoquer l'impasse dans laquelle se trouve la représentation occidentale au sein du Conseil de sécurité sachant qu'elle se heurte toujours aux vétos russes et chinois. Il est devenu difficile de miser sur le Conseil national syrien qui ne bénéficie plus d'un soutien européen aussi fort qu'au début, et qui se trouve contraint de chercher du renfort à l'intérieur du pays.

Si les aides humanitaires continueront à être envoyées en Syrie, l'armement de l'opposition s'avère une question plus délicate. Les diplomates français et européens sont sur leur garde et craignent que se reproduise le scénario de la Libye. La France et l'Europe avait envoyé des armes en quantité avant que les dispositifs français ne retrouvent ces mêmes armes entre les mains des groupes islamistes au Nord du Mali après la chute de Kadhafi.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Nabil Bou mounsef (7 septembre 2012)

Pour le 14-Mars une nouvelle équation s'esquisse à l'horizon, à l'approche de l'échéance électorale et face à l'éventuelle imminence de la chute du régime syrien. Mais certaines défaillances repérées au sein des forces du 14-Mars les empêcheraient de saisir l'occasion en or manifestée par l'affaiblissement du camp adverse. Il existe en effet un grand fossé entre d'une part les idées et les principes théoriques de ce camp et de l'autre ses plans et ses projets d'application. Par ailleurs, Le 14-Mars considère que les résultats de la chute du régime syrien apporteront de l'eau à son moulin. Or, il doit s'attendre à des surprises indésirables, d'autant plus que le camp adverse met tout son poids afin de faire tourner les choses à son avantage.

D'autre part, des contradictions secouent les composantes du

14-Mars vis-à-vis de la loi électorale. Cet état des choses a porté le 8-Mars à jeter la balle dans le camp du 14-Mars, étant donné que les forces chrétiennes en son sein sont perdues et incapables de parvenir à une entente à cet égard. Enfin, les crises socio-économiques sous lesquelles ploie le peuple libanais figurent occasionnellement à son ordre du jour, sachant que cette question est aussi importante que celle relative au danger d'une frappe contre l'Iran et la Syrie.

An Nahar (7 septembre 2012)

Rosanna Bou Mouncef

Des sources diplomatiques occidentales, citées par des milieux politiques libanais, rapportent que plusieurs pays expriment des réserves à l'égard de l'attitude officielle actuelle des États-Unis vis-à-vis de la crise syrienne. Ces pays, bien que conscients du fait que l'approche des élections présidentielles freinent toute action états-unienne, notent une certaine « tiédeur » dans l'attitude de Washington. Plus grave encore, ils craignent que cette « tiédeur » ne se poursuive jusqu'à la passation de pouvoir ou la constitution de la prochaine administration.

Ces réserves, plus ou moins marquées, sont exprimées par des pays arabes, des puissances régionales et des États européens. Ils estiment que l'attitude des États-Unis n'est pas à la hauteur de la gravité des événements en Syrie. Des sources bien informées soulignent, dans ce contexte, que l'intérêt des responsables américains se concentre, dans leurs discussions et leurs entretiens, sur trois préoccupations. Premièrement, la crainte de la présence d'Al-Qaïda en Syrie, qui prend de plus en plus d'importance. Des responsables US avaient déjà fait allusion à l'organisation lors de plusieurs attentats perpétrés à Damas. Ils sont inquiets que la Syrie ne se transforme en aimant qui attirerait des éléments d'Al-Qaïda d'Irak et d'autres pays. Cette question est une obsession permanente chez les États-Unis.

Deuxièmement, la peur de voir le régime syrien utiliser son stock d'armes chimiques. Le président Barak Obama avait lancé un avertissement il y a quelques semaines à ce sujet, affirmant qu'il s'agissait d'une ligne rouge qui, si elle est franchie, justifierait une intervention militaire. Cependant, ces mêmes sources font

remarquer que l'avertissement d'Obama s'adressait non seulement au régime mais également à l'opposition, au cas où elle réussissait à s'emparer d'armes chimiques. Troisièmement, l'impuissance de l'opposition syrienne à se présenter comme force unie, capable de convaincre la communauté internationale de sa capacité à prendre la situation en main en cas de chute du régime du président de Bachar al-Assad.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité- 7 septembre 2012)

Nasser Charara

Lors de sa dernière visite à Beyrouth, le diplomate US Frédéric Hoff a axé ses rencontres avec ses interlocuteurs libanais sur le dossier pétrolier. L'objectif de son déplacement au Liban était de suivre les propositions techniques avancées antérieurement aux autorités libanaises sur les moyens susceptibles de résoudre le contentieux maritime entre le Liban et Israël.

Ces propositions consistent à déterminer un corridor maritime qui sera délimité par une ligne médiane, en d'autres termes par une ligne bleue maritime. En contrepartie, le Liban obtiendrait des aides techniques internationales, en particulier de la part des Nations unies, considérant qu'un accord sur ce point serait de nature à susciter l'intérêt des investisseurs dans le secteur pétrolier au Liban.

Les responsables libanais se sont montrés positifs vis-à-vis de ces propositions. En ce qui concerne la position de Najib Mikati, Hoff aurait affirmé qu'il ne s'attendait pas à des réponses rapides de la part du Premier ministre. Il aurait toutefois mis l'accent sur le fait que l'administration Obama apprécierait sa coopération et tout effort de sa part visant à rapprocher les points de vue de toutes les parties libanaises vis-à-vis des propositions techniques susmentionnées.

Al Akhbar (5 septembre 2012)

Nasser Charara

Il y a quelques mois, des politiciens ont fait état d'une sérieuse orientation internationale visant à demander au gouvernement libanais d'adopter une nouvelle loi électorale plus juste. Cette demande part du principe que la loi actuelle aboutit à une

représentation confessionnelle qui contribue à la déstabilisation du pays, ce qui est contradiction avec des démarches internationales destinées à assurer au Liban « une stabilité durable », susceptible de le mettre à l'abri de la crise syrienne qui risque de faire contagion et de durer. Cette stabilité que la communauté internationale appelle de ses vœux permettrait également de mettre sur les rails le dossier du gaz et du pétrole, au profit duquel Israël exerce des pressions sur les États-Unis pour des considérations stratégiques.

Le 14 mai dernier, l'Union européenne a remis au gouvernement libanais le rapport annuel sur le Liban, préparé par les départements de l'action extérieure de l'UE. Ce document montre que l'élaboration d'une nouvelle loi électorale jouit d'un fort soutien international. Il souligne par ailleurs que la non préparation d'une nouvelle loi ou l'organisation des élections conformément à la loi de 1960, seraient considérés par l'UE comme une violation par le Liban de son engagement à mettre en œuvre le plan d'action bilatéral. Cela pourrait se traduire par une suspension d'aides, de dons et d'assistance prévus par l'union européenne.

Le document européen demande au Liban de s'engager à réaliser une « démocratie solide ». Ce qui signifie qu'il n'est plus permis qu'il continue à organiser des élections selon la même loi, qui par ses effets déstabilisateurs, pourrait avoir des répercussions négatives sur l'Europe.

Des sources qui suivent de près l'action européenne au Liban précisent que les réformes souhaitées par l'Europe ne se limitent pas uniquement à l'amendement de la loi électorale. Des chuchotements, qui ont leur écho au sein même de l'Élysée, indiquent que le Liban est appelé à s'engager sur le chemin d'un fédéralisme à la suisse, et que les forces influentes du pays doivent avoir la conscience nécessaire pour ne pas s'opposer à un tel processus, car sans ces changements, il sera difficile d'immuniser le Liban contre les discordes sectaires et confessionnelles qui secouent son environnement géographique.

Ces sources françaises soulignent que le fédéralisme souhaité pour le Liban ne doit pas aboutir à une fragmentation de la décision politique, sécuritaire et en matière de politique étrangère. Le but est d'aboutir au plus haut degré de séparation administrative entre

les communautés (décentralisation administratives élargie). Les mêmes sources font état d'un faisceau de soutien international convergent pour appuyer deux objectifs simultanés au Liban : séparation administrative entre les communautés et amendement de la loi électorale actuelle. La loi préconisée doit assurer la meilleure représentation nationale possible (à travers la proportionnelle), ou une « représentation juste » entre les communautés, à travers les circonscriptions électorales réduites qui permettraient à chaque communauté d'élire ses représentants.

Al Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Georges Sassine, Paris (6 septembre 2012)

Le changement est palpable dans la politique étrangère de la France. Arrivé au pouvoir, François Hollande doit gérer une panoplie d'obstacles économiques et politiques. Ceci a poussé les sphères des décideurs à envisager un réel changement, clairement exprimé par le président français, à l'Élysée, dans son discours aux ambassadeurs français, il y a quelques jours. M. Hollande concède donc, implicitement, que le monde tel qu'il a été modelé suite à la chute du bloc communiste bat de l'aile et que de nouveaux pays faisaient le poids dans la balance, tels que les pays du BRIC ou d'autres coalitions régionales ou internationales. Cet état de fait a poussé Hollande à envisager un changement de qualité dans les relations multilatérales de la France avec ces pays qui constituent désormais des puissances, de part leurs économies et leur nombre d'habitants.

Al Hayat (Quotidien panarabe à capitaux saoudiens- 6 septembre 2012)

Randa Takieddine, Paris

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a mis l'accent, durant son entretien avec Saad Hariri au Quai d'Orsay, sur l'importance de prémunir le Liban contre la contagion de la crise syrienne, affirmant qu'il existe une sorte d'entente politique tacite entre toutes les formations libanaises, le Hezbollah compris, afin d'éviter la crispation de la situation dans le pays. Il a toutefois constaté que le régime syrien tente de déstabiliser le Liban, preuves en sont les événements survenus au Tripoli et l'affaire Michel Samaha.

Le chef de la diplomatie française a par ailleurs considéré qu'il est très important pour le Tribunal spécial pour le Liban de poursuivre son action. En outre, Fabius se serait enquis auprès de Saad Hariri de la tenue des élections législatives à leur date prévue. Le chef du Courant du futur aurait répondu que l'échéance électorale sera respectée, soulignant toutefois que le projet de loi qui sera soumis au Parlement favorise le maintien de la domination du Hezbollah et des alliés de la Syrie au Liban. En ce qui concerne le gouvernement actuel, Hariri aurait affirmé : « Je n'ai aucun problème vis-à-vis du Premier ministre Najib Mikati, cependant le gouvernement actuel est sous le contrôle du Hezbollah et de la Syrie ».

D'autre part, à l'issue de sa rencontre à Paris avec le député Walid Joublatt, ce dernier a indiqué que « le revirement de 2011 est provisoire. Il n'élimine aucunement le passé et la lutte commune en faveur de la liberté et de l'indépendance ». M. Hariri a pour sa part affirmé : « Nous nous sommes accordés sur un objectif commun, à savoir la protection de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. Les événements qui se déroulent dans la région doivent nous aider à parvenir à une entente entre toutes les formations au Liban ».

Ad Diyar (Quotidien libanais proche de la majorité-4 septembre 2012)

La mission du chef de la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), le général Wissam Hassan, consistait à frapper Michel Samaha, afin de lui retirer des informations sur la Syrie et le Hezbollah, par le biais de l'agent double Milad Kfoury. Le haut responsable sécuritaire était en coordination avec les Français, auxquels il fournissait des informations. En contrepartie, il exigeait de ces derniers des équipements électroniques sophistiqués et leur demandait d'intervenir auprès des pays du Golfe, en particulier le Qatar, pour les convaincre de financer les FSI.

Dans la période qui a suivi les entretiens entre Wissam Hassan et les SR français, la France était confrontée à un problème en raison du veto russe au Conseil de sécurité. Elle a pensé présenter durant une réunion exceptionnelle au Conseil de sécurité, qui serait convoquée sur la demande de la France, des photos montrant la remise par Michel Samaha des explosifs.

Ainsi, la France a-t-elle encouragé Wissam Hassan à inciter Milad Kfoury à convaincre la Syrie de placer des explosifs contre les fondamentalistes au Nord du Liban. Les SR français lui avaient affirmé que les Syriens seront pris au piège de cette opération, qui fera en même temps sombrer le Nord du Liban dans des troubles internes. Parallèlement, la France a insinué à Michel Samaha qu'il n'est pas difficile de placer les explosifs au Nord du Liban et qu'elle n'y interviendra pas, étant donné qu'elle n'est ni en faveur ni contre l'opération, car elle ne s'y intéresse pas. Cette insinuation française a suffi pour que Samaha, rassuré, s'implique dans l'opération avec Kfoury et le général Ali Mamlouk.

Il convient toutefois de constater que les explosifs n'ont pas été saisis aux frontières, mais dans le parking du domicile de Samaha, car les Français avaient besoin de filmer la remise par l'allié de la Syrie, Michel Samaha, des explosifs, à l'aide de caméras qu'ils sont les seuls à posséder. Pourquoi Samaha n'a pas été arrêté aux frontières ? La France a voulu faire tomber la Syrie dans le piège et mettre la pression sur la Russie affirmant qu'elle menace la stabilité du Liban, une situation qui exigerait une réunion au Conseil de sécurité.

Les SR français ont joué le rôle le plus important au niveau de la planification, de la préparation et de l'exécution. Et pour la première fois dans l'histoire du Liban, des États européens contactent les présidents libanais, leur demandant de féliciter Wissam Hassan au lendemain de l'arrestation de Samaha. L'objectif de cette manœuvre serait de mettre la pression sur le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, ainsi que sur le gouvernement libanais afin de les porter à déposer une plainte au Conseil de sécurité. Lorsque les Français ont constaté que le Liban ne fera pas ainsi, ils ont opté pour un mémorandum demandant la tenue d'une séance au Conseil de Sécurité afin d'examiner le dossier.

C'est l'une des opérations les plus dangereuses menées par une grande puissance, dont l'objectif consiste à cerner le régime syrien, à le faire chuter et à l'isoler de la Russie. L'affaire Michel Samaha s'avère être une grande imposture. Ce dernier fut la victime de Milad Kfoury qui est probablement un agent travaillant pour le compte du Mossad. Les explosifs n'ont pas été transportés de la

Syrie vers le Liban. Ils étaient stockés dans les dépôts des FSI.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (6 septembre 2012)

Le paysage politique interne reste marqué par la crise syrienne. Mais l'élément nouveau de ces derniers jours est la radicalisation sans précédent de la position du 14-Mars et les revendications inhabituelles contenues dans le mémorandum présenté par le chef du bloc parlementaire du Futur, Fouad Siniora, au chef de l'État. L'ambassadeur de Syrie au Liban, Ali Abdel Karim Ali, a beau déclarer qu'elles n'ont aucune chance d'être adoptées par l'État libanais, cette escalade dans les positions donne malgré tout à réfléchir. D'autant qu'elle coïncide avec la première rencontre entre le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et l'ancien Premier ministre Saad Hariri. L'idée est de donner l'impression que les revendications exposées dans le mémorandum ont l'aval des chancelleries occidentales, bien que le ministre français des AE ait déclaré qu'il compte rencontrer d'autres personnalités libanaises au fur et à mesure. Toujours est-il qu'au niveau officiel, des contacts ont été aussitôt entrepris pour voir s'il y a un changement dans la position occidentale appuyant la stabilité au Liban.

Des sources gouvernementales estiment en effet que les revendications évoquées dans le mémorandum du 14-Mars constituent une sorte de déclaration de guerre à l'égard du régime syrien, puisque l'expulsion d'un ambassadeur accrédité équivaut à une agression dans les usages diplomatiques. Pour ces sources, si le 14-Mars a le droit d'adopter les positions de son choix à l'égard de la crise syrienne, il ne peut pas demander au gouvernement de suivre le même chemin, surtout que le pays est divisé en deux camps distincts qui veulent, chacun, l'entraîner de son côté. C'est pour cette raison que la politique de dissociation à l'égard de la crise syrienne a obtenu l'aval des Occidentaux, notamment celui des États-Unis et de la France. Or le mémorandum du 14-Mars réclame la fin de cette « neutralité » pour pousser les institutions officielles libanaises à prendre position et à agir en faveur de l'opposition syrienne contre le régime.

Mais les milieux du 8-Mars ont une autre approche. Pour eux,

toute la rhétorique du mémorandum sert en réalité à véhiculer deux points importants : le premier porte sur la décision du 14-Mars de faire chuter l'actuel gouvernement et de le remplacer par un autre « plus neutre » avant les élections législatives du printemps 2013, et le second porte sur le déploiement de la Finul le long de la frontière avec la Syrie. Au sujet du premier point, le 8-Mars est convaincu que l'heure de faire chuter l'actuel gouvernement n'a pas encore sonné. Le chef du PSP Walid Joublatt, qui perçoit les humeurs occidentales, l'a bien compris et il n'a pas pour l'instant l'intention d'utiliser son poids au Parlement pour retirer la confiance au gouvernement.

Les milieux du 8-Mars précisent aussi à cet égard que c'est eux qui choisiront le timing du départ du gouvernement s'il devait avoir lieu.

Par contre, la revendication de déployer la Finul le long de la frontière avec la Syrie est considérée par le Hezbollah comme directement dirigée contre lui, car elle vise le contrôle du passage des armes de la Syrie vers le Liban et non le contraire. Il s'agit, selon le 8-Mars, d'une ancienne revendication, à la base israélienne, qui revient de façon récurrente, sans trouver son chemin au Conseil de sécurité.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Le Liban, plaque tournante du trafic d'armes et de matériels d'espionnage vers la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 15 septembre 2012, www.voltairenet.org/a175826